

## L'ÉCONOMIE

### L'OCTROI DE FONDS AUX MUNICIPALITÉS POUR LA CRÉATION D'EMPLOIS

**L'hon. Edward Broadbent (Oshawa):** Madame le Président, j'ai une question à poser au ministre des Finances, qui, d'après les nouvelles de ce matin, aurait reconnu la nécessité de stimuler davantage l'économie afin de créer des emplois, surtout en améliorant l'infrastructure et en encourageant les travaux publics réalisés par les municipalités. Je signale au ministre que, d'un bout à l'autre du pays, de Saint-Jean à Victoria, il n'y a pas une seule municipalité qui n'ait pas à proposer au moins une demi-douzaine de projets qui créeraient des emplois un peu partout.

• (1425)

Comme plus d'un million et demi de Canadiens ont besoin de travail et que les municipalités ont des plans d'aménagement qui permettraient de créer des emplois, pourquoi le ministre compte-t-il attendre deux mois de plus, jusqu'à la présentation du budget, pour débloquer les crédits nécessaires? Pourquoi ne le fait-il pas tout de suite?

[Français]

**L'hon. Marc Lalonde (ministre des Finances):** Madame le Président, la question soulevée par l'honorable député résulte d'une excellente rencontre que j'ai eue avec les représentants du Conseil du Travail du Canada, et m'adressant au nom des deux millions de travailleurs, je suis très heureux de constater l'esprit de coopération que cet organisme a manifesté à l'occasion de cette rencontre. Je comprends le dépit de l'honorable chef du Nouveau parti démocratique à ce sujet, mais j'espère que, réflexion faite, il reconnaîtra qu'il s'agit là d'un fait nouveau que tous les députés devraient applaudir, et qu'il y a lieu d'espérer que le milieu du travail coopérera étroitement avec les employeurs et les gouvernements en cause en vue d'assurer la reprise économique dont on a tant besoin dans ce pays.

En ce qui touche à la question précise du député, je voudrais lui dire que ce que j'ai simplement mentionné hier à la suite de cette rencontre, c'est que j'ai reçu des instances nombreuses de divers organismes qui semblaient indiquer qu'on en venait à un certain consensus selon lequel il devait y avoir un encouragement à l'investissement dans le secteur public, aux plans municipal, provincial et fédéral ainsi qu'à la consommation, et que ces deux orientations générales semblaient représenter une opinion très répandue à laquelle j'attacherai une très grande importance puisqu'il s'agissait d'instances encore une fois qui m'ont été faites par un grand nombre d'organismes.

En ce qui regarde la décision particulière qui sera prise à cet égard, j'inviterais mon collègue à attendre la présentation du prochain budget.

[Traduction]

ON DEMANDE UNE ANNONCE IMMÉDIATE

**L'hon. Edward Broadbent (Oshawa):** Madame le Président, le gouvernement n'a pas présenté un seul nouveau programme depuis le programme RELAIS annoncé en octobre. D'octobre à la fin mars, il aura fallu attendre cinq mois avant d'obtenir un budget. Les Canadiens ont vraiment besoin d'emplois, et de toute urgence. Le ministre a déjà dit que le gouvernement était prêt à offrir de nouveaux stimulants. Qu'est-ce qui l'empêche de les annoncer tout de suite et de dire aux municipalités

## Questions orales

«N'attendez pas deux mois de plus, donnez des emplois immédiatement aux Canadiens et vous obtiendrez l'argent du gouvernement fédéral?» Qu'est-ce qui l'en empêche?

**L'hon. Marc Lalonde (ministre des Finances):** Madame le Président, je rappelle au chef du Nouveau parti démocratique que le gouvernement a déjà offert pour plus de deux milliards de stimulants dans le budget de juin ainsi que dans mon exposé économique d'octobre. Les chiffres de ces derniers mois montrent que ces stimulants commencent à faire effet.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Lalonde:** En fait, les principaux indices économiques étaient tous à la hausse au cours du dernier trimestre. Pour la première fois en 16 mois il y a eu une reprise dans le secteur de la construction résidentielle. Il y a eu une amélioration, en décembre, dans le domaine de l'emploi. D'après un certain nombre d'indices, nous sommes sur la voie de la reprise. Nous le devons, en grande partie, aux mesures que le gouvernement a annoncées depuis six mois, depuis le dernier budget de juin. Ces mesures font de l'effet. Plus de deux milliards sont actuellement injectés dans l'économie.

J'ai eu des entretiens très fructueux avec mes collègues provinciaux, les ministres des Finances. Nous avons convenu d'examiner ensemble tout ce qu'il est possible de faire aux échelons municipal, provincial et fédéral pour assurer une reprise encore plus forte de l'économie. Nous nous sommes déjà attelés à la tâche. Il a toujours été bien entendu—et mes collègues provinciaux en étaient parfaitement conscients—que le gouvernement fédéral n'allait pas nécessairement payer pour toutes ces activités et que les autorités municipales, provinciales et fédérales avaient la possibilité d'emprunter et d'entreprendre des projets de leur propre initiative. Voilà ce qui se passe actuellement.

Si le gouvernement fédéral décide de faire sa part, nous l'annoncerons au moment du budget, mais, en attendant, mes collègues provinciaux font preuve de plus de bon sens que le chef du Nouveau parti démocratique. Ils font, eux-mêmes, beaucoup d'efforts dans ce sens et les municipalités qui ont des projets sont invitées à les réaliser tout de suite.

• (1430)

**M. Broadbent:** Madame le Président, il a fallu environ cinq minutes au ministre pour nous dire qu'il ne ferait rien au cours des deux prochains mois avant le budget. Voilà à quoi cela se résume.

ON DEMANDE AU GOUVERNEMENT DE RETIRER LE PROGRAMME DE RESTRICTION DES DÉPENSES

**L'hon. Edward Broadbent (Oshawa):** Madame le Président, ma question supplémentaire s'adresse au même ministre. Nous avons fait remarquer l'été dernier que le programme des 6 et 5 p. 100 appauvrissait l'économie et les évêques du Canada l'ont signalé à leur tour à l'époque de Noël. Hier, Statistique Canada confirmait que le programme des 6 et 5 p. 100 enlevait aux Canadiens de l'argent qui, autrement, serait allé dans leur poche et qui aurait servi à créer des emplois. Le ministre peut-il au moins reconnaître que le programme des 6 et 5 p. 100 ne donne rien et va-t-il le retirer afin qu'il y ait au moins une certaine justice au Canada?